

Table des matières

| | | |
|----|---|---|
| 01 | Où va-t-on docteur? « <i>Perspectives des migrations internationales 2015</i> » | 2 |
| 02 | L'emploi public se montre résilient à la crise « <i>Panorama des administrations publiques 2015</i> » | 3 |
| 03 | Les ordinateurs ne peuvent pas remplacer les enseignants « <i>Students, Computers and Learning</i> » | 4 |
| 04 | Partenariats: des coalitions efficaces pour l'action « <i>Coopération pour le développement 2015</i> » | 5 |
| 05 | Vers une réforme des subventions « <i>Rapport accompagnant l'inventaire OCDE des mesures de soutien pour les combustibles fossiles</i> » | 6 |
| 06 | Trouver ses marques « <i>Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2015</i> » | 7 |
| 07 | Autres publications | 8 |
| 08 | Calendrier OCDE | 8 |

01. Où va-t-on docteur?

«Perspectives des migrations internationales 2015»

La crise migratoire qui occupe ces derniers temps le devant de la scène médiatique n'est pas nouvelle pour l'OCDE, qui essaie depuis des décennies de mettre à disposition des gouvernements des statistiques et des analyses qui permettent de se concentrer sur les faits et de quitter le domaine des a priori. On peut prendre comme exemple la dernière publication intitulée «*Perspectives des migrations internationales 2015*».

Cette étude relève plusieurs aspects de la crise humanitaire intervenue à l'été 2015 mais souligne aussi qu'il ne faut pas perdre de vue la gestion des migrations légales, qui doit être continuellement adaptée et qui nécessite une stratégie politique globale. Au niveau des chiffres on relèvera que l'immigration légale vers les pays de l'OCDE s'élevait à 4.3 millions de personnes en 2014, en progression de 6% par rapport à l'année précédente.

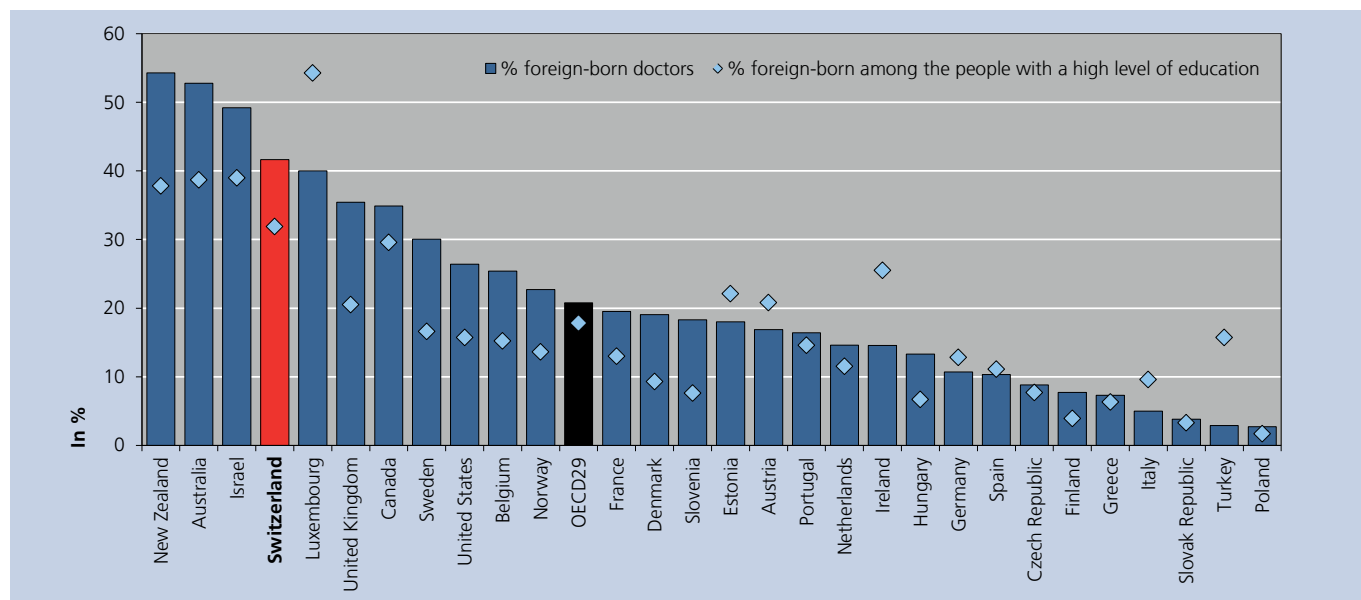
La dernière publication relève l'importance des migrations du personnel de santé dans un chapitre co-rédigé par une chercheuse de l'Université de Neuchâtel, Clémence Merçay. Elle relève notamment l'importance croissante de ces migrations, la part du personnel étranger dans les pays

de l'OCDE étant passée au cours de la dernière décennie de 19.5% à 22% pour les médecins et de 11% à 14.5% pour le personnel infirmier.

La Suisse se place parmi les pays qui enregistrent le plus fort taux de personnel étranger en apparaissant au quatrième rang pour les médecins (plus de 40%, voir graphique) et au deuxième rang (plus d'un tiers) pour les infirmiers. On relèvera que cette évolution n'est pas nouvelle pour la Suisse mais reste massive : alors que l'effectif des médecins a presque doublé en dix ans, la part de ceux en provenance de l'étranger est passée d'environ 30% à plus de 40%. Ce qui distingue la Suisse, c'est que le personnel de santé étranger est surtout originaire des pays voisins, tandis qu'au niveau global de l'OCDE, on observe que l'effectif du personnel de santé originaire de pays en situation de pénurie critique, surtout dans les pays en développement, a augmenté de plus de 80%.

> Table des matières

Percentage of foreign-born doctors compared to the percentage of foreign-born among people with a high level of education in 29 OECD countries, 2010/11



02. L'emploi public se montre résilient à la crise «Panorama des administrations publiques 2015»

Depuis le début de la crise en 2008, les réformes de l'emploi et de la rémunération dans le secteur public (non remplacement des départs à la retraite, gel du recrutement et des salaires, etc.) ont été largement utilisées au sein des gouvernements centraux des pays de l'OCDE pour réduire les dépenses. C'est ce que relève l'étude OCDE «*Panorama des administrations publiques 2015*», qui présente plus d'une cinquantaine d'indicateurs permettant de comparer les performances des administrations publiques dans des domaines aussi divers que les finances publiques, les effectifs, l'intégrité et l'accès aux données. Néanmoins, dans l'ensemble, la taille de l'emploi du secteur public est restée relativement stable (21.3% en 2013 contre 21.1% en 2009), ce qui fait de l'emploi public un facteur résilient à la crise dans une période marquée par une croissance économique faible et des taux de chômage élevés.

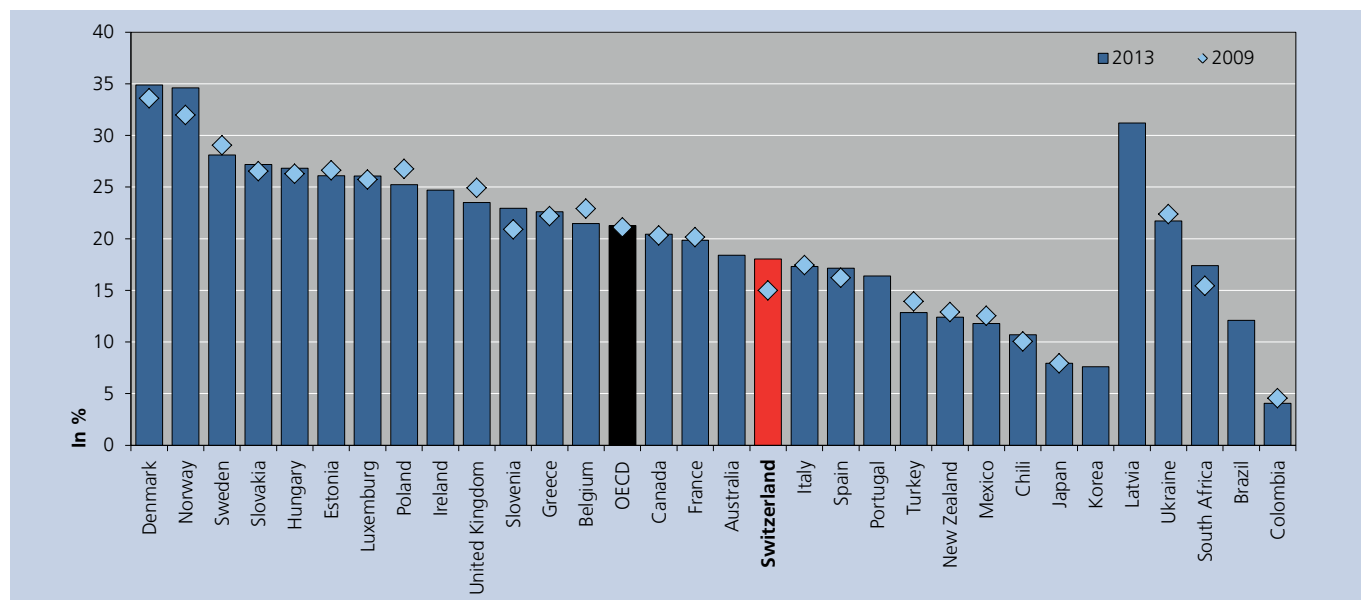
La part de l'emploi public varie considérablement entre les pays de l'OCDE. Dans les pays nordiques, comme le Danemark ou la Norvège, elle est la plus élevée et se situe en-dessus de 30%, alors que dans les pays d'Asie ou d'Amérique latine les agents publics sont moins nombreux en proportion, oscillant entre 8% au Japon et environ 10% au Mexique et au Chili. La Suisse se situe en dessous de la moyenne OCDE avec 18% de part d'emploi public (voir

graphique), et, fait intéressant, enregistre la progression la plus élevée parmi les pays de l'OCDE depuis 2008 (+3%). Cela ne l'empêche pas d'avoir un niveau de dépenses publiques en relation au PIB stable depuis 2007 (33.5%) et parmi les plus faibles au sein des pays de l'OCDE (41.9% en moyenne).

Entre autres, la nouvelle étude de l'OCDE recommande aux pays de l'OCDE de redoubler leurs efforts pour détecter et faire reculer les conflits d'intérêts et les autres atteintes à l'intégrité au sein de leur administration. En particulier, les obligations de divulgation du patrimoine ont tendance à être assez basses pour les agents publics considérés à risque comme les juges, les procureurs ou les agents des impôts et des douanes. La transparence dans ce domaine est cruciale pour rétablir la confiance dans les pouvoirs publics, qui n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant la crise. Accroître la part des femmes dans la fonction publique et améliorer l'accès aux données publiques sont autant de leviers politiques complémentaires que les gouvernements ont à disposition pour construire les bases d'une société plus inclusive.

> Table des matières

Public sector employment as a percentage of total employment, 2009 and 2013



03. Les ordinateurs ne peuvent pas remplacer les enseignants «*Students, Computers and Learning*»

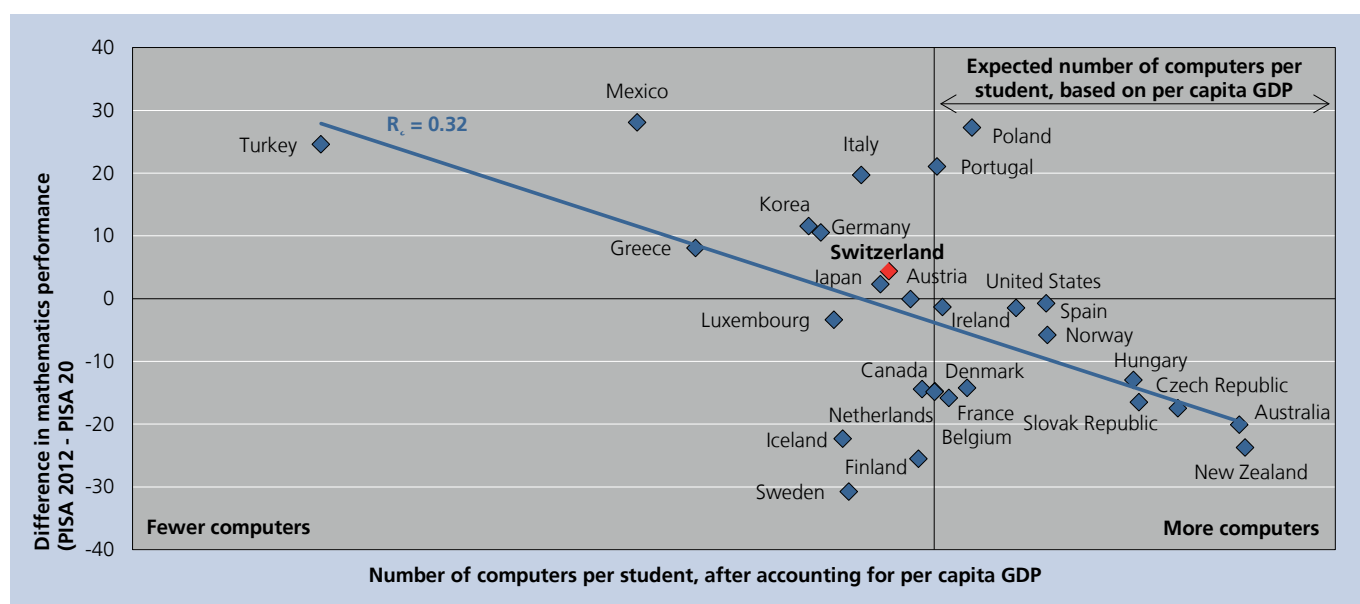
Au cours de la dernière décennie, de nombreux pays ont utilisé davantage – et parfois de manière intensive – les ordinateurs et l'informatique dans le cadre de l'enseignement. L'OCDE a examiné dans son étude très complète intitulée «*Students, Computers and Learning*» dans quelle mesure l'apprentissage au moyen de l'ordinateur est efficace en regard des compétences des élèves. Les résultats sont décevants. En moyenne les élèves n'ont pas mieux calculé, ni lu, ni mieux résolu des problèmes de sciences naturelles qu'il y a dix ans. Tout au contraire: les élèves provenant des pays qui ont promu le plus l'usage des ordinateurs dans les écoles ont enregistré une détérioration de leurs performances (voir graphique).

Il faut toutefois relever que l'usage de l'ordinateur joue un rôle à l'extérieur de l'école. A ce niveau, il est réjouissant de constater que le fossé numérique dénoncé il y a dix ans a quasi disparu. Les élèves issus de familles pauvres

ont aujourd'hui un accès aux ordinateurs et à Internet qui est aussi bon que pour leurs camarades des couches sociales les plus favorisées. Une différence subsiste toutefois en ce qui concerne les modes d'utilisation. Les jeunes issus des couches les plus favorisées utilisent davantage les nouvelles technologies pour accéder à des nouvelles ou à des informations pratiques tandis que les couches défavorisées y recourent surtout comme outil de divertissement. Cet usage différencié fait sentir ses effets au niveau de la compétence de lecture. De manière prouvée, cette compétence se développe moins bien par le visionnement de vidéos sur YouTube ou par la pratique de jeux en ligne que par l'utilisation d'internet ou la rédaction de courriels.

> Table des matières

Trends in mathematics performance and number of computers in schools in OECD countries

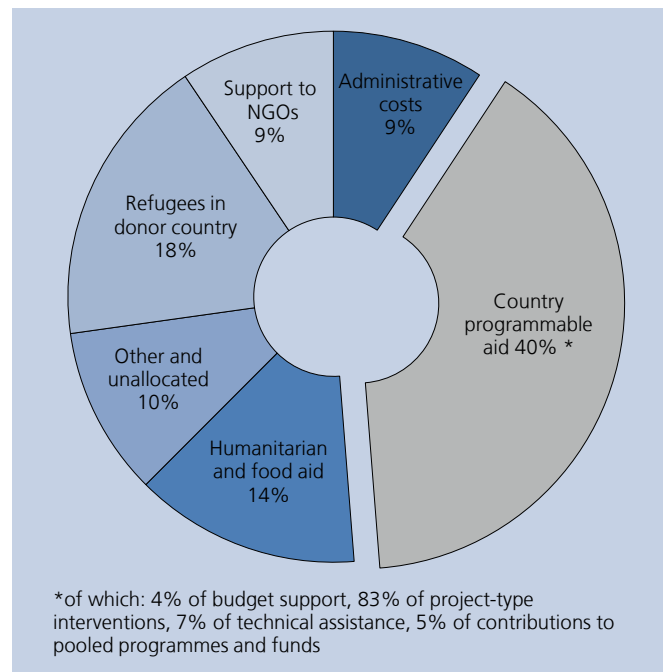


04. Partenariats: des coalitions efficaces pour l'action «Coopération pour le développement 2015»

Le rapport sur la «Coopération pour le développement 2015» publié cette année par l'OCDE est consacré aux partenariats. Une fois de plus il y est souligné à quel point ces partenariats sont indispensables dans la coopération au niveau international. On y revient également sur le rôle que ceux-ci doivent jouer dans la mise en œuvre des objectifs 2030 en matière de développement durable. Une première partie examine la question d'une définition exacte et opératoire de ce que sont ces partenariats. Onze autres chapitres sont ensuite consacrés à présenter des exemples concrets comme l'initiative «Aid for Trade» ou les partenariats REDD+ «Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation».

Comme c'est une tradition, la deuxième partie est consacrée aux flux d'aide publique au développement (*Official Development Aid - ODA*) et présente le profil statistique de chacun des pays membres du Comité d'aide au développement (CAD). Parmi la masse de chiffres à disposition, on y met en exergue un aspect qui est souvent l'objet d'un intérêt particulier dans l'examen des politiques des membres, à savoir l'aide programmable par pays «Country Programmable Aid» (CPA). Ainsi, on retire d'abord du gâteau de l'aide au développement la partie multilatérale, ce qui fournit «l'aide bilatérale». Ensuite on en soustrait les moyens financiers qui ne peuvent en général pas être planifiés (ex. aide à caractère humanitaire); ceux qui ne franchissent pas les frontières nationales, c'est-à-dire qui sont mis en œuvre dans le pays donateur lui-même (ex. coûts de l'accueil des réfugiés au cours

Composition of bilateral ODA, 2013, Switzerland

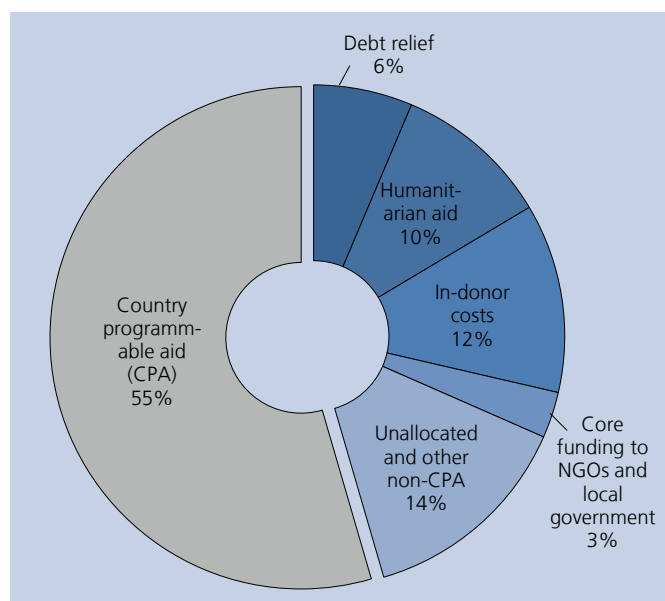


de la première année); et finalement, ceux qui ne sont pas inclus dans les accords bilatéraux (ex. aide alimentaire, subventions aux ONG).

C'est ce qu'on appelle «CPA» et ce qui peut être considéré comme la partie de l'aide sur laquelle les gouvernements des pays récipiendaires peuvent avoir le plus d'influence. Est-ce pour cette raison que la part de la CPA devrait être la plus élevée possible? Pas forcément car, en terme de politique de développement, d'autres aspects devraient également être pris en compte. Personne ne souhaite en effet exclure des formes d'aide possibles l'aide humanitaire, le soutien aux ONG ou l'aide à des institutions locales.

Dans la moyenne des pays du CAD, plus de la moitié (54.5%) de l'aide bilatérale est programmable dans les pays partenaires et peut ainsi être considérée comme CPA. Comme on peut s'y attendre cette proportion varie fortement selon les membres du CAD. Pour la Suisse cette proportion est, avec 40%, clairement plus faible. Dans les deux graphiques, il est frappant, qu'en comparaison avec la moyenne du CAD, la Suisse consacre nettement moins au désendettement mais dépense davantage pour le coût des réfugiés en Suisse (+6%), pour l'aide humanitaire (+4%) ou pour les ONG (+6%).

Composition of DAC countries' bilateral ODA, 2013



05. Vers une réforme des subventions

«Rapport accompagnant l'inventaire OCDE des mesures de soutien pour les combustibles fossiles»

À l'horizon de la COP21, qui se tiendra à Paris début décembre, l'OCDE relève dans son «Rapport accompagnant l'inventaire OCDE des mesures de soutien pour les combustibles fossiles» que certaines politiques continuent de freiner la réduction des émissions de CO₂.

L'utilisation de combustibles fossiles – notamment les émissions de gaz à effet de serre dues à leur utilisation – est un des principaux facteurs du réchauffement climatique. L'atténuation, voire la réduction, de la dépendance des pays face à ces combustibles représente donc un des objectifs majeurs de la lutte contre le réchauffement planétaire. Si des pays ont déjà pris des mesures pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, certaines politiques publiques encourageant la production et la consommation de ces combustibles subsistent encore. Une de ces politiques consiste à abaisser les prix effectifs du carbone par l'intermédiaire de subventions, apportant ainsi un soutien direct à la production et à la consommation non maîtrisée de combustibles fossiles. Ces subventions sont néfastes car elles sont source de distorsions à l'origine d'inefficiences dans la production et la consommation d'énergie. Elles sont, de plus, coûteuses pour les pays et elles sont surtout préjudiciables pour l'environnement en favorisant l'utilisation de combustibles fossiles et en récompensant indirectement les comportements polluants.

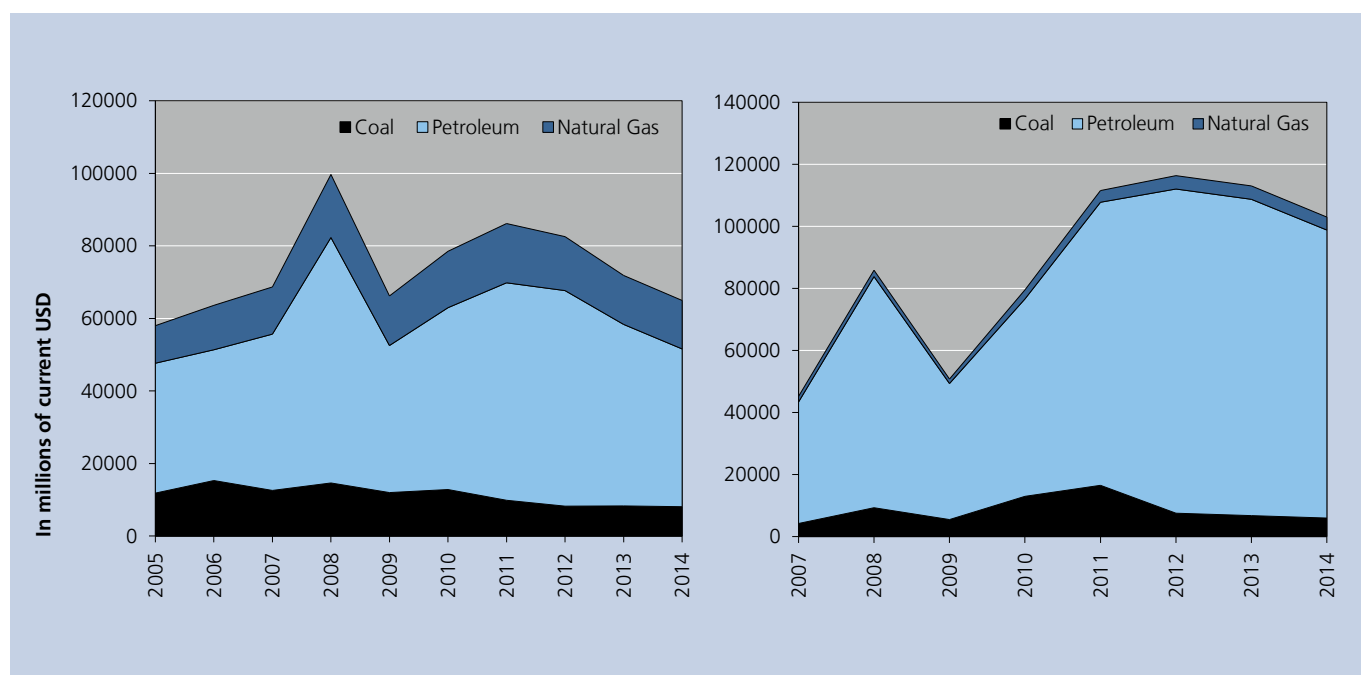
Dans un inventaire, l'OCDE a recensé près de 800 mesures de soutien aux combustibles fossiles dans les pays membres ainsi

que six pays partenaires (Brésil, Chine, Inde, Indonésie, Russie et Afrique du Sud). Le total de ces mesures représente une valeur de 160-200 milliards USD par année, pour la période 2010-2014. 82% du montant accordé au soutien concernent le pétrole et les produits pétroliers, alors que le charbon et le gaz naturel absorbent respectivement 8% et 10% du soutien (voir graphique).

Il apparaît que plus de la moitié des mesures de soutien aux combustibles fossiles semblent avoir été prises avant l'an 2000, à une époque où les questions environnementales étaient un sujet de préoccupations moindre pour les pouvoirs publics, et où la croissance et l'inflation étaient plus fortes qu'aujourd'hui. La pertinence de certaines mesures pourrait dès lors être réévaluée à la lumière des défis climatiques et de la conjoncture actuels. En effet, même si des progrès ont été constatés depuis le dernier inventaire de l'OCDE en 2013, de nombreuses réformes sont possibles, et demeurent nécessaires. Cependant, dans les pays où la situation budgétaire est problématique, les réformes de soutien aux combustibles fossiles – surtout celles visant les consommateurs – devront s'inscrire dans le cadre d'une stratégie plus vaste, impliquant divers secteurs du gouvernement, afin de ne pas préjudicier le sort des plus défavorisés.

> Table des matières

Total support for fossil fuels in OECD countries (left) and selected partner economies (right)



06. Trouver ses marques

«Les indicateurs de l'intégration des immigrants 2015»

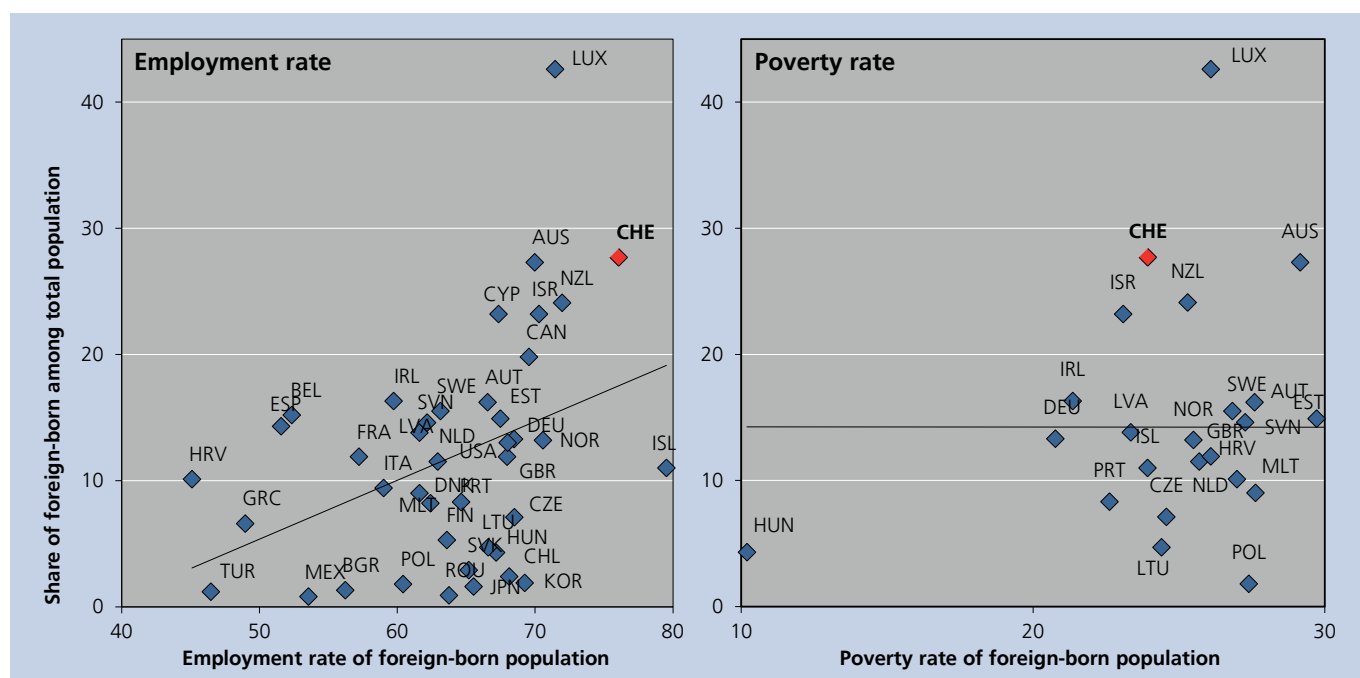
L'actualité place sur la liste des priorités politiques les thèmes de la migration, de l'immigration et de l'intégration, ainsi que les conséquences économiques et sociales qui leur sont liées. Que les immigrés et leurs descendants participent activement au marché du travail, et dans un sens plus large à la société, est une condition sine qua non du maintien de la cohésion sociale dans le pays d'immigration. L'inclusion des immigrants au niveau de la société et du travail est également une condition de leur autonomie et de la réussite de leur intégration à long terme. Cette participation active est également un facteur essentiel de leur acceptation par la population indigène.

Existe-t-il des critères mesurables et objectifs d'une intégration réussie? La publication commune de l'OCDE et de l'UE «Les indicateurs de l'intégration des immigrants 2015» tente de donner des réponses à cette question. Cette étude fournit une comparaison internationale complète des pays de l'OCDE et de l'UE en ce qui concerne les migrants et leurs enfants au moyen de 27 indicateurs répartis en cinq groupes: marché du travail, formation et compétences, inclusion sociale, participation aux institutions publiques, cohésion sociale. Un chapitre spécial de cette publication est consacré au groupe des jeunes issus de l'immigration, dont la politique se sert souvent comme indicateur d'une intégration réussie.

Le taux d'occupation de la population immigrée est également un indicateur très significatif (voir graphiques). Selon les experts de l'UE et de l'OCDE, il n'existe aucune relation évidente entre la part relative des immigrés et leur intégration (celle-ci est mesurée par la participation de la population immigrée à la prospérité). Effectivement, immigrants comme indigènes sont exposés de la même manière aux conditions cadres économiques, plus ou moins efficaces, du pays d'accueil respectivement du pays d'origine. Il est caractéristique que les Etats qui intègrent bien dans leur marché du travail les travailleurs immigrés, et ce indépendamment de leur formation, de leurs diplômes ou de leurs titres universitaires, sont ceux qui affichent la meilleure intégration. Il est évident qu'un taux d'occupation élevé est la meilleure garantie d'un accueil réussi des groupes de population étrangère et de leurs descendants. Cela implique toutefois qu'une demande correspondante pour ces forces de travail existe dans le pays d'immigration; ce qui suppose la préexistence d'une politique économique et de l'emploi cohérente et couronnée de succès.

> Table des matières

Link between two indicators and the proportion of immigrants in the total population, 2012-13



07. Autres publications

«*OECD Digital Economy Outlook 2015*»

Paris, 15 juillet 2015

«*Entrepreneurship at a Glance 2015*»

Paris, 5 août 2015

«*Tax Administration 2015*»

Paris, 11 août 2015

«*Cadre d'action pour l'investissement, édition 2015*»

Paris, 11 septembre 2015

«*Fiscal Sustainability of Health Systems*»

Paris, 24 septembre 2015

«*Better Policies for Development 2015*»

Paris, 25 septembre 2015

08. Calendrier OCDE

Réunion ministérielle de l'OCDE sur la gouvernance publique

Helsinki, 28 octobre 2015

14^{ème} Forum mondial de l'OCDE sur la concurrence

Paris, 29-30 octobre 2015

Sommet du G20

Antalya, 15-16 Novembre 2015

Réunion ministérielle de l'Agence Internationale de l'Energie

Paris, 17-18 Novembre 2015

COP21/CM11 («Paris 2015»)

Paris, 30 novembre - 11 décembre 2015

Forum sur la croissance verte et le développement durable 2015

Paris, 14-15 décembre 2015